

**Inhaltsverzeichnis**

19.03.2019 Agefi

Le National valide le nouveau milliard de cohésion pour l'UE ..... 2

Politique

## Le National valide le nouveau milliard de cohésion pour l'UE

Le versement de 1,3 milliard de francs à l'Union européenne vise à réduire les disparités économiques et sociales.

La Suisse devrait verser un second «milliard de cohésion» pour réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE. Au grand dam de l'UDC, le National a accepté hier, par 125 voix contre 76, d'entrer en matière sur ce dossier.

Les députés ont également accepté par 114 voix contre 65 la modification de la loi sur l'asile qui donne au Conseil fédéral les compétences nécessaires pour la mise en oeuvre. Les Verts se sont abstenus.

Cette deuxième contribution a été scindée en deux crédits-cadre distincts. Le premier concerne la cohésion (1,047 milliard). Les membres récents de l'UE en profiteraient notamment grâce à des projets de formation professionnelle qui doivent améliorer les perspectives des jeunes.

### Un «petit effort» pour créer de la valeur.

Le second revient aux questions migratoires (190 millions), a expliqué Jacques Bourgeois (PLR/FR) au nom de la commission des finances. Cette enveloppe n'est pas réservée aux pays ayant rejoint l'union après 2004. Elle est aussi destinée aux autres pays de l'UE fortement exposés aux flux migratoires.

La situation reste difficile surtout pour les États du sud de l'UE. Il est important d'élargir le cercle des pays qui pourraient bénéficier de ce crédit, a souligné Valérie Piller-Carrard (PS/FR) au nom de la commission des institutions politiques. De nombreux États doivent faire face à d'importants défis, a encore rappelé Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC/BL).

C'est un investissement dans les bonnes relations, a argumenté le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis au nom du Conseil fédéral. Et il n'y a aucune raison de refuser cette contribution, a estimé la gauche. «Le petit effort que nous faisons crée de la valeur. La Suisse en retire plus que ce qu'elle paie», a argumenté Samuel Bendahan (PS/VD).

Et Balthasar Glättli (Verts/ZH) d'ajouter qu'il faut tendre la main. «Aujourd'hui est un bon moment pour envoyer un signal de normalité à l'UE». Le jeu de gros bras avec l'UE pourrait rapidement se retourner contre la Suisse. La cohésion, c'est aussi reconnaître que la Suisse ne peut pas être une île au milieu de l'Europe, a rappelé quant à lui Manuel Tornare (PS/GE).

La contribution de la Suisse n'est pas un moyen de pression dans le cadre des négociations autour de l'accord-cadre, a rappelé Kathy Riklin (PDC/ZH) au nom de la commission de

politique extérieure. Elle ne représente que 0,35% du total des contributions à disposition de l'UE.

### Sous conditions

L'hémicycle devrait toutefois poser des conditions au versement des crédits. Le Conseil des Etats a stipulé lors de la session d'hiver que la contribution suisse ne peut être utilisée que si l'UE n'adopte aucune mesure discriminatoire à l'encontre de la Suisse. Le National pourrait aller plus loin.

Le Conseil fédéral s'y oppose. Pour le ministre des affaires étrangères, poser des conditions restreint la liberté de décision du gouvernement. Toutefois, ce dossier n'est pas détaché du débat plus général sur les relations avec l'UE, a assuré le Tessinois. Le Conseil fédéral est conscient d'être dans une phase délicate avec l'Union.

### Pas sans contrepartie

L'UDC ne voulait pas de ces enveloppes. «Le Parlement a-t-il perdu la raison», a demandé Roger Köppel (UDC/ZH) à ses collègues. «Le projet est insensé.» «Comment se fait-il que le Conseil fédéral refuse de parapher l'accord-cadre, mais veut le milliard de cohésion?», s'est encore interrogé Andreas Aebi (UDC/BE).

Peter Keller (UDC/NW) a mis sur la table le cas de la Pologne. Le pays reçoit 400 millions de francs pour la période 2016-2024 alors qu'il a un taux de croissance stable. «La Pologne a-t-elle réellement encore besoin d'une aide?» «Tant que l'UE ne reconnaît pas l'équivalence boursière, la Suisse ne doit pas payer», a encore lancé Andreas Glarner (UDC/AG). «La Suisse ne peut pas verser une somme aussi importante sans contrepartie.»

Hans-Peter Portmann (PLR/ZH) voulait renvoyer le dossier au Conseil fédéral. La proposition a été rejetée par 119 voix contre 73. Seule l'UDC et quelques PLR ont suivi. Le débat se poursuit. – (ats)

keystone

Ignazio Cassis. Pour le ministre des Affaires étrangères, ce second milliard est un investissement dans les bonnes relations.